

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

RETOUR DANS UNE FRANCE HALLUCINÉE

13 février 2025

Après trois semaines au Japon, le retour en France multiplie les étonnements. Comme l'écrivait Régis DEBRAY en son temps, c'est un bonheur de revenir au pays natal, de retrouver Paris aux architectures si belles, ses pigeons et ses corneilles, mais aussi un regret avec ses chantiers désœuvrés, et ses hurlements incessants de sirènes de police qui entretiennent un sentiment d'insécurité.

Premier étonnement : les ministres de l'Intérieur et de la Justice rivalisant de propos incendiaires pour attiser la peur de l'immigré. Ils sont déjà en pré-campagne des élections présidentielles de 2027 et adoptent les positions xénophobes du Rassemblement National, soi-disant pour récupérer son électorat. Le faible Premier ministre, qui a survécu au débat budgétaire, y a ajouté sa petite musique en évoquant la « submersion migratoire », que tous les faits et chiffres contredisent. Mais qui se soucie désormais de la vérité des chiffres et des analyses raisonnables ?

J'en tire deux conclusions personnelles. La première est que j'ai refusé de cocher les cases du recensement en cours de la population résidente en France, demandant la nationalité des parents. Il y a là, quelle que soit l'intégrité de ma vieille maison, l'INSEE, une menace de constitution d'un fichier des Français nés de parents étrangers, qui pourrait être dangereux s'il était mis dans des mains racistes. Je me souviens que, avant la guerre de 1939, le prédécesseur de l'INSEE avait établi un fichier des Juifs dont il fut fait un horrible usage sous le régime de Vichy. Si l'extrême-droite ou ses clones l'emportent à l'élection présidentielle de 2027, elle ignorera la Constitution et la justice, suivant le mauvais exemple trumpien qui commence à sévir aux États-Unis. Ne lui donnons pas d'armes pour trier ceux qu'elle juge les bons et les mauvais Français.

Deuxième conclusion : la gauche démocratique doit cesser de fuir le débat sur l'immigration. Elle doit parler haut et fort en faveur d'une immigration régulée, comme, à deux semaines des élections législatives allemandes, l'a fait courageusement Olaf SCHOLZ dans son débat télévisé face à son adversaire conservateur, Friedrich MERZ, qui flirte dangereusement avec l'extrême-droite xénophobe de l'AfD. L'Espagne de Pedro SANCHEZ pratique cette politique d'ouverture raisonnée. L'accueil de femmes et d'enfants persécutés dans leur pays est une nécessité morale. Et puis l'immigration de jeunes actifs est une nécessité

économique pour donner une chance au système de retraites par répartition de perdurer. La pratique française actuelle de refuser de voir le problème engendre une main-d'œuvre clandestine et une pauvreté scandaleuse, dont profitent des réseaux et des entrepreneurs mafieux. Régulariser les travailleurs clandestins qui ont un emploi stable, développer la formation au français, reconnaître les diplômés étrangers, négocier des accords à la japonaise pour que des jeunes viennent des pays du Sud avec des contrats de cinq ans, seraient quelques pas concrets dans la bonne direction. Soutenir les ONG comme la CIMADE et SOS Méditerranée, louer les retraités qui donnent des cours d'alphabétisation, encourager les si nombreux maires et chefs d'entreprises qui pratiquent l'intégration à bas bruit est indispensable. C'est vraiment le moment de ressusciter les comités d'intellectuels antifascistes des années trente.

Le deuxième étonnement de ce retour au pays natal fut la conférence planétaire sur l'Intelligence Artificielle (IA), organisée par le président MACRON à Paris. La fête grandiose au Grand Palais fut digne des fastes versaillais de Louis XIV ! Faisons trois remarques.

Premièrement, le président français a jeté sur la table 109 milliards d'euros (pas des millions) pour que la France ne soit pas broyée entre les États-Unis, dont le champion est ChatGPT, et la Chine, qui vient de sortir un joker appelé DeepSeek, en accès libre (*open source*) et beaucoup moins coûteux et que son rival américain. 109 milliards d'euros de capitaux privés glanés au Moyen-Orient, aux USA et bien peu en Europe et en France ! Je n'ai pas pu faire l'addition, mais il n'est pas exclu qu'il y ait aussi de l'argent public, sous forme de baisses d'impôts ou carrément de subventions (comme Joe BIDEN l'a pratiqué aux États-Unis). Tout citoyen français pourra s'indigner que l'on trouve si facilement des sommes colossales auprès du capitalisme financier mondial, alors que le gouvernement s'est épuisé à raboter quelques milliards pour à peine réduire le déficit des finances publiques.

Deuxièmement, à quoi vont servir ces sommes énormes ? Pour l'essentiel à construire des *data centers*, des meules de foin rassemblant toutes les connaissances du monde entier, dans lesquelles des algorithmes iront chercher l'aiguille de la réponse aux questions posées. Nous savons que l'IA fait des erreurs, appelées *hallucinations*, et consomme une énergie colossale à un moment où la sobriété devrait être de mise. Et notre président de vanter son programme nucléaire de méga-centrales, hors de prix et à la fiabilité douteuse, pour faire tourner ces hauts-fourneaux à données !

L'IA mérite un vrai débat mais les atouts de la France sont dans la qualité de ses mathématiciens et de ses jeunes entrepreneurs. Ce n'est pas en trainant en

queue de classement international des études mathématiques au lycée, ni en rabaissant les crédits des universités et ceux du Centre National de la Recherche Scientifique que l'on va dans la bonne direction. Ajoutons que nos *start-ups* doivent trop souvent aller chercher du capital-risque aux États-Unis, tant nos gestionnaires de l'assurance-vie manquent d'audace. Si l'on ajoute que l'IA va bouleverser l'emploi dans nombre de secteurs traditionnels, il est essentiel de faire un immense effort de formation continue pour reconverter les salariés menacés dans leur emploi industriel ou tertiaire. Les 109 milliards sont un miroir aux alouettes qui évite de regarder en face l'avenir d'une économie et d'une société bouleversées par cette accélération technologique.

Troisièmement, l'IA pose des questions philosophiques sur la créativité, qualité humaine par excellence : un algorithme omni-informé trouvera-t-il des réponses inédites à des interrogations jusque-là sans réponse ? Et surtout l'IA pose immédiatement des questions pratiques. S'emparant de toutes les données disponibles, elle peut aisément, en certaines mains puissantes, bafouer le droit à la propriété intellectuelle des journalistes, des artistes, des écrivains, des traducteurs. Maîtrisant toutes les données individuelles, elle peut ensorceler chacune et chacun en diffusant publicités et *fake news*.

L'IA doit absolument être régulée et l'Union Européenne a commencé à le faire pour en réduire les risques nocifs sans pour autant en affaiblir les opportunités. Cette action européenne courrouce l'oligarchie des maîtres de la *Silicon Valley* qui, certes, se disputent entre eux (Elon MUSK proposant 97 milliards de dollars pour racheter CapGPT !) mais sont unis pour persuader le président TRUMP que les règles européennes doivent être abolies. Le vice-président VANCE l'a dit clairement à Paris et les États-Unis ont refusé de signer la déclaration finale esquissant une approche éthique mais non contraignante de l'IA. Les autorités européennes ont d'ailleurs dissimulé un repli tactique sur ce point en se joignant au chœur chantant l'air de la *débureaucratization*, dont Elon Musk est le ténor à Washington, et reprenant le refrain de la *simplification*, tout en promettant des fonds publics et en montant des coalitions souples de grandes entreprises européennes (dont les filiales des géantes californiennes qui ne paient guère d'impôts en Europe).

Face aux vociférations anti-immigrés de ministres ne proposant aucune solution, face aux grandes messes technologiques « dans l'esprit {de la reconstruction} de Notre-Dame », ne touchant en rien les problèmes quotidiens des Français, on comprend que ceux-ci soient plus défiants que les Allemands et les Italiens à l'égard de la politique, et mettent président et gouvernement au pilori (*Le*

Monde, 12 février 2025). Avec un extraordinaire pessimisme, ils sont 73% à réclamer « un vrai chef pour remettre de l'ordre » !

Comment lutter contre cette tentation d'une *démocratie illibérale*, comme elle existe en Hongrie et s'esquisse en Italie, et comme elle est préconisée par le Rassemblement National en France et l'AfD en Allemagne ? Un élément de réponse est dans la proximité, dans la démocratie locale (les maires échappent au discrédit de la politique nationale), dans la vie associative (que le gouvernement menace en supprimant les emplois aidés), dans l'économie sociale et solidaire.

Les élections municipales de mars 2026 sont cruciales pour écarter les mauvais vents de la xénophobie, de l'égoïsme consumériste, du conditionnement par les réseaux numériques.

Trêve d'hallucinations ! Revenons à l'échelle humaine et agissons près de chez nous, dans la solidarité et la créativité.